

SALAIRES : DES AUGMENTATIONS, MAINTENANT !

L'exemple de la convention collective du caoutchouc, où SUD Industrie est représentatif, est sûrement celui à suivre : demander, en intersyndicale, la réouverture immédiate des négociations salariales sur les minima conventionnels, en réponse à la forte inflation qui frappe déjà le quotidien. Énergie — essence, fioul, gaz —, transports, hébergement, alimentation : ce n'est que le début. L'inflation s'étend progressivement à l'ensemble des secteurs : assurances, santé, restauration, tabac, crédits immobiliers, plastiques... La liste ne cesse de s'allonger. Rappelons une chose essentielle : une augmentation de salaire au niveau de l'inflation n'est pas un « gain ».

C'est simplement le maintien du pouvoir d'achat. Tout employeur qui chercherait à repousser ces revendications à une négociation en fin d'année ferait d'une pierre deux coups : préserver sa trésorerie pendant plusieurs mois... et faire perdre du pouvoir d'achat aux salariés. Commençons donc par exiger le minimum : l'indexation sur l'inflation. D'autant plus que le SMIC augmentera automatiquement de 2,4 % en juin. Mais il faut aller plus loin et porter haut et fort la question du partage des richesses et de la valeur ajoutée. Pour cela, il n'y a pas de miracle : chaque syndicat SUD doit demander dès maintenant l'ouverture immédiate de négociations. Sans attendre un calendrier imposé par les directions. Au contraire, faisons « *boule de neige* ». **Plus nous serons nombreux à imposer le sujet, plus nous serons en capacité de gagner — dans les entreprises, dans les branches et au niveau interprofessionnel.**



STELLANTIS

La manifestation contre la fermeture de Stellantis Poissy a réuni plusieurs centaines de salariés, sous-traitants et soutiens. Après cette mobilisation, les discussions, à l'initiative de SUD Industrie, se poursuivent pour une « *action commune à l'intérieur de l'usine* ».



BODET TIME & SPORT

Notre camarade Florent, délégué SUD Industrie 44/49 et secrétaire du CSE chez Bodet (Trémentines), est sous le coup d'une procédure de licenciement liée à son activité syndicale. Le rassemblement organisé devant l'entreprise a réuni de nombreux soutiens.



8ème CONGRÈS UFSI

Les trois projets de résolution ont été envoyés aux syndicats : l'un porte sur la ré-industrialisation, l'autre sur l'internationalisme et le dernier sur l'unité syndicale ainsi que le refus d'une recomposition syndicale. Les résolutions définitives seront publiées fin juin.

SUD INDUSTRIE ARQUUS : UN EXEMPLE DANS L'ARMEMENT

Présente historiquement dans l'industrie automobile militaire française, Arquus conçoit et produit notamment des véhicules blindés utilisés par l'armée française. Dans un contexte marqué par la hausse des budgets militaires, les restructurations industrielles, la section SUD Arquus poursuit son développement syndical sur les sites du groupe. Lors des dernières élections professionnelles, SUD a obtenu sa représentativité avec 12 % des voix. Cette dynamique s'appuie sur une activité syndicale de terrain, au plus près des salariés, à travers des tracts réguliers, le suivi des dossiers CSE et CSSCT, mais aussi des revendications concrètes sur les conditions de travail, les salaires et la sous-trai-

tance. Ces dernières semaines, la section est notamment intervenue sur le projet « *Onesite* » de regroupement des sites, dénonçant des logiques de compression des espaces de travail et une dégradation annoncée des conditions de travail. Elle a également porté des revendications sur la hausse des coûts du carburant et du pouvoir d'achat : extension du télétravail, réévaluation des indemnités de transport et augmentations de salaires face à l'inflation. SUD intervient également sur les questions de harcèlement sexuel, tout comme sur le respect des prérogatives du CSE et des accords collectifs. La récente visite de l'inspection du travail sur le site de Satory, après plusieurs alertes syndicales, illustre aussi cette

activité quotidienne de défense des salariés. Cette implantation s'inscrit plus largement dans le développement du secteur « armement » au sein de SUD Industrie, engagé depuis plusieurs années avec des équipes présentes aussi chez Naval Group, ArianeGroup, Safran ou encore plusieurs sous-traitants.

Car la question de l'armement reste un débat à part entière dans le mouvement ouvrier. Comme le rappellent plusieurs militants de SUD Industrie dans une contribution publiée dans la revue *Les Utopiques*, le secteur concentre des contradictions profondes : défense de l'emploi, conditions de travail spécifiques, exportations d'armes, militarisation croissante de l'éco-

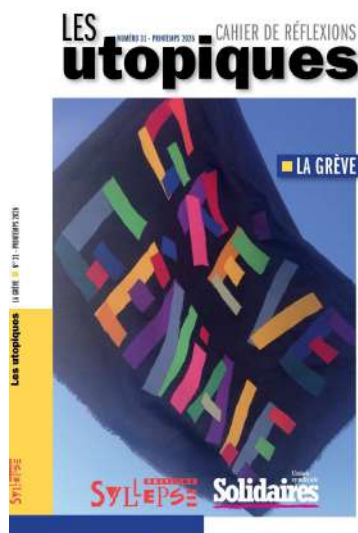


nomie ou encore utilisation finale des productions. Pour SUD Industrie, défendre les salariés du secteur ne signifie pas renoncer aux interrogations sur la finalité des productions, les profits de guerre ou les politiques industrielles de l'État. Au contraire, il s'agit de construire un syndicalisme indépendant et combatif dans un secteur particulièrement opaque et stratégique, où les questions de surveillance, de secret-défense et de pression hiérarchique occupent une place importante. Comme déjà écrit, « *il n'est pas question [...] de laisser les salarié-es de ces entreprises en tête-à-tête avec les profiteurs de guerre et leurs propagandistes* ».



« LE PESSIMISME DE L'INTELLIGENCE N'EXCLUT PAS L'OPTIMISME DE LA VOLONTÉ. » (ANTONIO GRAMSCI, 1891-1937).

« LES UTOPIQUES, CAHIER DE RÉFLEXIONS DE SUD-SOLIDAIRES » : UN ENJEU POUR DÉBATTRE ET CONSTRUIRE



Le n°31 des *Utopiques* vient de paraître. « La grève », tel est le thème du dossier de ce numéro. « *Un sujet qui peut sembler évident pour un syndicalisme se revendiquant + de luttes +. Pourtant, la réalité est plus complexe.* + Grève

générale ! + : le slogan est connu, souvent entendu, mais plus rarement mis en pratique ». C'est à partir de ce constat que ce nouvelle livraison propose de nombreuses contributions et points de vue afin d'éclairer, nourrir et construire notre culture mili-

tante. Notons également deux articles écrits par des camarades de SUD Industrie : l'un consacré à la résolution des conflits au sein de SUD/Solidaires, l'autre à l'histoire industrielle et sociale des luttes à Alstom (General Electric). À lire et faire lire !



L'ENTRETIEN AVEC SUD OPMOBILITY FLERS

SUD INDUSTRIE 59/62 SECTION OPMOBILITY FLERS

Anciennement Plastic Omnium, le site OPMobility Composites de Flers, dans le Nord, subit de plein fouet la crise de l'automobile et les conséquences des choix stratégiques du groupe et de Stellantis. Devenu progressivement mono-client, le site connaît depuis plusieurs années chômage partiel, sous-charge et suppressions de postes via une RCC. SUD a confirmé son implantation en obtenant 54,7 % des voix aux élections ce mois-ci. Rencontre avec le DS SUD du site, qui revient sur les responsabilités des donneurs d'ordres, les limites de « l'électrification » imposée d'en haut et les enjeux de réindustrialisation.



SUD INDUSTRIE 59/62
OPMOBILITY FLERS

CRÉATION : 2005

VILLE : FLERS-EN-ESCREBIEUX

REPRÉSENTANT : BOONEN XAVIER
(DÉLÉGUÉ SYNDICAL)

CONTACTS : 06.09.32.26.54
BOONENXAVIER@GMAIL.COM

« L'INDUSTRIE NE PEUT PAS REPOSER SUR LA SOUS-TRAITANCE JETABLE. »

Pourquoi critiquez-vous la stratégie industrielle ?

Le problème ne date pas d'hier. Le site est devenu dépendant d'un seul client, Stellantis, avec une activité recentrée sur l'électrique. Derrière les discours sur la « transition », il y a surtout eu des choix industriels incohérents : technologies changées en cours de route, volumes revus à la baisse, absence d'anticipation et véhicules vendus à des prix déconnectés de la réalité sociale. Résultat : les sous-traitants encaissent les conséquences pendant que les grands groupes se renvoient la responsabilité. Pour nous, il y a une double responsabilité : celle du constructeur qui n'honore pas ses engagements, et celle de l'équipementier qui accepte une logique de dépendance totale.

Comment les salariés vivent-ils la situation ?

Depuis 2021, les salariés subissent chômage partiel, APLD et maintenant RCC. Aujourd'hui, certains travaillent à peine deux ou trois jours par semaine et perdent plusieurs centaines d'euros par mois dans un contexte d'inflation forte. Évidemment que cela crée de la colère. Mais quand l'entreprise accumule les stocks et manque de charge, déclencher une grève classique ne produit pas forcément le rapport de force attendu. Notre rôle syndical, c'est aussi d'analyser concrètement la situation pour éviter les impasses. Nous avons surtout cherché à imposer des garanties pour les salariés et à arracher des conditions de départ plus favorables lors de la RCC.

Quelles revendications portez-vous ?

Nous refusons que les sites industriels deviennent des variables d'ajustement au gré des stratégies financières. OPMobility est un groupe international présent sur plusieurs continents, qui continue d'obtenir des marchés et de développer d'autres sites. Il pourrait y avoir davantage de péréquation avec une répartition différente des productions. Plus largement, cette situation montre les limites d'un modèle où les donneurs d'ordres imposent toute la pression sur les sous-traitants. Derrière les grands discours sur la réindustrialisation, il faut des garanties concrètes : maintien de l'emploi, contrôle des aides publiques, engagements industriels et pouvoir d'intervention des salariés sur les choix stratégiques.

FORMATION SYNDICALE : INSCRIVEZ-VOUS !



FORMATIONS CSE

Pour toutes les formations liées à la délégation du personnel en **CSE économique** (5 jours) ou **CSE Santé-Travail** (entre 3 et 5 jours suivant la situation), contactez-nous directement pour recevoir le calendrier des sessions prévues.

NOTRE HISTOIRE

Créé en 2015, l'Institut de Formation et d'Études des Secteurs Industriels de Solidaires (**IFESIS**) est issu de la volonté du secteur formation d'avoir son propre outil. Adapté aux spécificités du secteur, l'IFESIS développe une politique de formation ambitieuse.

BOUTIQUE MILITANTE : PASSEZ COMMANDE

La visibilité de notre organisation, toute l'année et encore plus lors des différentes mobilisations, est essentielle pour faire progresser nos idées. La boutique militante de SUD Industrie est accessible à tous les syndicats SUD Industrie territoriaux pour passer leurs commandes via notre site internet. **Autocollants, drapeaux, sweats, chasubles, pin's, casquettes, calendriers**

et de nombreux autres accessoires originaux sont disponibles. La boutique s'est étoffée de manière significative ces dernières années. Elle existe grâce à l'implication militante des camarades (Zakaria, Damien, Jérôme, Bernard, Laurent) mais aussi aux commandes des syndicats, ce qui permet de mutualiser les coûts et d'avoir du matériel commun.

Vous pourrez retrouver l'intégralité des formations dans le **mémo IFESIS 2025**, disponible en version numérique et papier, sur demande auprès de la permanence nationale.

LE CADRE LEGAL

La formation syndicale est un droit dans le cadre du congé de formation économique, sociale, environnementale et syndicale (CFESES, Art.L. 2145-1 et suivants ET L. 2145-5 et suivants du code du travail). Cette autorisation spéciale d'absence s'effectue sans aucune perte de salaire et constitue du temps de travail, rémunéré comme tel. Il n'est pas déduit des heures de délégation. **Chaque salarié a le droit jusqu'à 12 jours/an.** Lors du dépôt en bonne et due forme, l'employeur a 8 jours pour éventuellement contester, délai après lequel le congé est automatiquement accepté. En cas de refus, une procédure spécifique oblige l'employeur à consulter le CSE. Il est très difficile pour un employeur d'empêcher le dépôt de CFESES.



**Union Fédérale
SUD industrie**
10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

01.42.94.98.86

Co-secrétaires :

Francky Poiriez & Jérôme Massin

Secteur Trésorerie

Laurent Volonté 06.29.62.43.33
Marc Tzwangue 06.82.55.83.16
tresorerie@sudindustrie.org

Secteur Coordination - Vie interne

Julien - 06.51.00.95.52

coordination@sudindustrie.org

Secteur Formation / IFESIS

Francis Fontana 06.30.71.78.22
Bernard Guillerey 06.70.93.61.51
formation@sudindustrie.org

Secteur Juridique

Mohamed Khenniche 06.66.61.04.12
Sami Hamida 06.31.84.54.09
juridique@sudindustrie.org

Secteur Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky & Julien

laicite@sudindustrie.org

Secteur International

Sami et Marc

international@sudindustrie.org

Secteur Boutique militante

Zakaria Mortaji 06.50.32.68.06
Jérôme Massin 06.70.27.78.35
Damien Raillard 06.15.42.53.45
boutique@sudindustrie.org

Secteur Luttes

Florent Cariou 07.86.15.86.84
luttes@sudindustrie.org

Secteur Communication

Janète Pereira 06.40.14.61.91
Bernard, Florent & Damien

communication@sudindustrie.org

Liaisons d'activité

Auto (Marc), Caoutchouc (Nicolas),
Agro-alimentaire (Mickael) : contactez
directement la permanence@



www.sudindustrie.org



Ce bulletin est **RÉDIGÉ PAR LES MILITANT-E-S** de SUD Industrie et animé par un **COMITÉ DE RÉDACTION** : Bernard, Francis, Julien, Marc. Sous la responsabilité du Collectif d'Animation de SUD Industrie (CASI). *Pour toutes questions* : permanence@sudindustrie.org. Le comité de rédaction est ouvert aux camarades qui souhaiteraient nous rejoindre : pour cela, votre syndicat SUD Industrie doit vous mandater et faire part de cette proposition directement au CASI pour validation.